

## VIVRE ENSEMBLE

# Un Institut du monde arabe à la belge

**La Commission censée faire des propositions pour développer un islam modéré est en place. Objectif : former les cadres musulmans**

**L**e ministre de l'Enseignement supérieur et des Médias Jean-Claude Marcourt a officiellement procédé mercredi à l'installation de la commission «chargée de faire des propositions en vue de favoriser le développement et la reconnaissance d'un islam moderne en Fédération Wallonie-Bruxelles».

L'objectif concret assigné à cette commission est, d'une part, d'examiner dans quelle mesure – et le cas échéant comment – il est possible d'améliorer la formation des «cadres musulmans», et d'autre part d'étudier l'opportunité d'une «émission concédée» pour la communauté musulmane, à l'égal des autres communautés convictionnelles, voire de plancher sur son éventuelle mise en œuvre.

L'enjeu est triple, a commenté mercredi Jean-Claude Marcourt avant de laisser le soin à la commission d'entamer ses travaux à l'abri de toute ingérence.

*«Il s'agit de veiller au développement d'un islam moderne en Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'inscrive dans le respect des valeurs démocratiques de tolérance, de liberté, d'égalité, de libre examen. C'est dans cet esprit que doit être pensée la formation des cadres qui servira à terme les ministres du culte, les aumôniers, les éducateurs, les professeurs, etc.»*

Le ministre s'est également dit convaincu depuis longtemps, et bien avant les attentats de Paris et Copenhague, de la nécessité d'aboutir à «un islam d'Europe et de Belgique pas un islam importé».

À titre personnel, il ne cache pas son souhait de voir émerger l'équivalent en Fédération de l'institut du monde arabe à Paris.

## **Prendre son destin en main**

Marcourt entend expliquer sa démarche auprès des ambassadeurs du Maroc et de Turquie dont il sollicite le soutien. «*L'ambition est de permettre à la deuxième et troisième génération ainsi qu'aux convertis de prendre leur destin en main.*»

Enfin, Jean-Claude Marcourt insiste sur l'importance de la «reconnaissance de cet islam moderne. Il s'agit de faire émerger des personnalités sur la place publique, et notamment médiatique. «*Rien ne justifie que l'islam, deuxième reli-*

*gion du pays, n'ait toujours pas accès aux émissions concédées sur le service public*», a encore estimé mercredi le ministre des Médias.

La commission se veut pluraliste tant dans sa représentation académique que communautaire. Outre les deux coprésidents, y figurent Brigitte Marchal, directrice du CISMOC (UCL) et Radouane Attiya, chercheur à l'ULG et collaborateur du CISMOC en leur qualité de rapporteurs. Le président de l'Exécutif des musulmans Nouredine Smaïli, son prédécesseur Semsettin Ugurlu s'y retrouvent également. ■